



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Avenant n° 2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Située au coeur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis plus de vingt ans un service public sportif plébiscité par les utilisateurs (plus de 300 000 visiteurs par an) en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m². Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions de trois clubs sportifs d'intérêts métropolitain.

Par délibération n° 14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2017.

Le contrat de DSP, notifié le 24 février 2017, actuellement en vigueur prend fin le 1^{er} mars 2023.

Par délibération n° M2022-206 en date du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé le principe de renouvellement d'une délégation de service public pour la poursuite de la gestion et de l'exploitation de la patinoire Végapolis.

Le 17 octobre 2022 Montpellier Méditerranée Métropole a lancé la procédure de mise en concurrence en publiant le dossier de consultation des entreprises qui conduira à la désignation du futur exploitant.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public et permettre aux usagers de pouvoir continuer à bénéficier des installations de la patinoire pendant la procédure de consultation des entreprises et d'analyse des offres, il est proposé de prolonger le contrat actuellement en vigueur entre la société VM 34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de cinq mois, soit du 1^{er} mars au 31 juillet 2023 inclus.

Au sein de cet avenant les parties conviennent que la nouvelle date de fin du contrat est arrêtée au 31 juillet 2023.

Dans ce cadre, l'avenant prévoit les modalités financières de poursuite de l'exploitation. Ainsi, le délégataire devra s'acquitter d'une contribution forfaitaire calculée au prorata temporis d'un montant de 24 750 €, d'une redevance d'occupation du domaine du domaine public de 7 000 € et d'une redevance de contrôle d'un montant de 1 500 € pour la période. Montpellier Méditerranée Métropole continuera à supporter financièrement l'accueil des scolaires dans l'établissement conformément au tarif délibéré.

L'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public vise à modifier le contrat du 24 février 2017 en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 2 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212171A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP Végapolis - AV2 v03.docx

- CEP_2017-2023_Avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.